

SAVOIRS URBAINS : LES NON-DITS SCIENTIFIQUES DU TOUT URBAIN, L'IMPENSÉ IDÉOLOGIQUE DU POST-URBAIN

Guillaume Faburel

Le post-urbain : sortir du paradis à jamais perdu de la ville

Apparu dès les années 1960 sous la plume de Melvin Webber, designer urbain et planner américain, le terme de post-urbain a d'abord été travaillé en France dans les années 1980 par l'historienne Françoise Choay et repris outre-Atlantique dans les années 1990 par le géographe Edward Soja. Avec d'autres, tous trois voyaient dans les mutations métropolitaines, et notamment dans la tertiarisation des économies et la standardisation des modes de vies, dans le tout automobile et l'étalement urbain, la fin de l'expérience urbaine (Massimo Di Felice), et ce faisant d'un « esprit des villes », fondé sur la diversité ou encore l'urbanité, voire la fin d'un « droit à la ville », compris comme émancipation économique et politique par la citoyenneté (Henri Lefebvre).

La manière dont nous définissons le post-urbain est ici bien différente de ce discours véhiculant une nostalgie pour un paradis qui se voudrait perdu (et qui n'a d'ailleurs jamais existé), surtout à l'ère de l'invivabilité annoncée des grandes villes. Il ne s'agirait pas de défendre la naturalisation d'un « droit », la restauration quelque peu conservatrice d'un « esprit ». De fait, l'étape industrielle de l'épopée urbaine a, dans le même temps que l'accès à quelques droits et comforts, indéniablement participé de l'agglomération forcée et des métabolismes démesurés, aux fins profits bien sentis. Mais jamais dans le sens de l'écologie, ni même de toutes les sociétés. Plus encore, la métropolisation actuelle n'est qu'un stade, certes impressionnant, de l'accaparement des terres et de la domestication multimillénaire du vivant par l'épopée prométhéenne des villes avec, dedans, le temps thermo-industriel glorifié des deux siècles écoulés. C'est peu dire qu'il conviendrait de sortir de cette longue épopée, pour alors non pas retourner en arrière mais ouvrir un chemin de désurbanisation à des fins d'un réempaysanement de nos cultures et sociétés, d'un repeuplement des campagnes (comme justifié dans une autre note de glossaire : Le post-urbain : pourquoi et comment dé-métropoliser le monde).

Or, si l'option de la désurbanisation a un court instant été défendue par l'exode urbain forcé par des régimes totalitaires dont il ne saurait être question ici de s'inspirer (cf. la jeune URSS de 1920 contre les propriétaires terriens, ou la révolution culturelle chinoise en période de famine), elle est réapparue dans les années 1970 dans des régimes démocratiques, en France notamment par quelques écrits de la géographie ou encore par des mouvements écologistes de critique scientifique, à l'exemple de *Survivre...* et *Vivre*. Surtout, ce jour, cette option est loin d'être illusoire et sans doute la seule permettant simultanément de penser décence et responsabilité.

De la décroissance urbaine au désamour métropolitain : imaginer l'impensable

Tout d'abord, un quart des villes de plus de 100 000 habitants se dépeuplent à travers le monde selon les Nations unies. En France métropolitaine, c'est le cas d'un tiers des aires urbaines entre 1990 et 2011, mais à plus de 60 % les plus petites d'entre elles [2]. La raison première renvoie aux mutations économiques imposées par le temps néolibéral de la métropolisation. Mais pointent également à l'horizon les conditions d'habitabilité de nombre de grandes villes annoncées comme compromises à brève ou moyenne échéance. Paris à 50°C en 2050 [3], cela fait « froid » dans le dos.

En outre, dans le champ scientifique anglo-saxon, cette option de la décroissance urbaine constitue, depuis fort peu toutefois, une clef d'entrée pour les Degrowth Studies, avec pour objectif de spatialiser et d'urbaniser la décroissance d'une part, et de « décroître » l'urbanisme de l'autre [4]. « Les environnements changeants du 21^e siècle et les réponses adaptatives technopolitiques pourraient bien conduire à la destruction de formes spatiales apparemment indiscutables comme l'urbanisation en réseau mondial, et à la naissance de nouvelles géographies jusque-là inimaginables » [5].

Enfin, et peut-être avant tout, les enquêtes relayent maintenant toutes le désamour métropolitain grandissant depuis quelques temps [6], même au sein des classes populaires [7].

Et ce désamour est lui-même en passe d'être admis par les autorités [8], avec non pas un « exode » urbain tel que l'administration française de l'urbanisme et de l'aménagement a souhaité disqualifier la dynamique, mais un débranchement à bas bruit depuis plusieurs décennies [9], en France comme ailleurs, et que la pandémie a particulièrement mis en lumière, d'abord mais pas que chez des bohèmes prolétaires aux capitaux sociaux et culturels les plus affirmés.

Pourquoi alors le post-urbain demeure-t-il officiellement confiné au simple stigmatisme nostalgique de la ville perdue ? Pourquoi l'option d'un autre aménagement, celui visant le repeuplement des campagnes, n'est jamais ouverte et encore moins discutée ? La réponse passe par le dévoilement de non-dits, allants-de-soi et surtout angles-morts scientifiques, clairement idéologiques, au fondement de l'impensé du post-urbain aujourd'hui.

Mettre en controverse les savoirs de l'urbain aujourd'hui

Tendre vers une société écologique du post-urbain implique d'expliquer comment le tout urbain a pu à ce point s'imposer dans les faits. Et ce dessein ne saurait omettre le rôle premier des savoirs dans cette construction. Sait-on par exemple que c'est la Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines (POPSU) de la structure interministérielle Plan Urbanisme, Construction, Architecture qui, bien qu'uniquement composée de savoirs de l'urbain officiant dans des formations ne brillant pas par leur appétence pour l'écologie politique [10], assure depuis 2022 le financement national des jeunes chercheur.es sur la transition écologique de tous les territoires, avec notamment le concours de l'entreprise Vinci (il s'agirait tout de même de ne pas trop mordre la main de ceux qui les nourrissent). Et sait-on que c'est cette même Plateforme qui, toujours accompagnée de ses savoirs urbains, a piloté en 2021-2022 les travaux sur l'exode... urbain, le tout aux dépens d'autres savoirs (géographie, sociologie ou anthropologie rurales) qui auraient sans doute enfin permis d'attester d'une critique sociale de la densité de longue date installée (et bien moins dans les milieux académiques).

Voilà pour un exemple de la puissance contemporaine des savoirs de gouvernement que représentent urbanisme et aménagement sur toute autre construction des savoirs de l'habiter, de l'écologie, et de formes de vie autres qu'urbaines. Et, toujours dans ce registre très institutionnel des savoirs, voici pour dernier exemple en date : la création en août 2023 d'un Comité scientifique visant à épauler le plan gouvernemental France Ruralités. Emanant toujours et encore du POPSU (pour rappel, « U » renvoie à l'urbain), sur ses 19 membres, 15 travaillent sur et pour les métropoles, les villes moyennes ou encore la périurbanisation, depuis des Instituts d'urbanisme, des Ecoles urbaines ou des Ecoles d'architecture... métropolitaines. Par contre, une seule hydrologue et un seul agro-écologue.

Le post-urbain implique donc, avant toute chose, de desserrer quelques verrous scientifiques et politiques en vue de trancher des nœuds gordiens clairement idéologiques. C'est là indéniablement un objectif à part entière des travaux des EGPU, si bien sûr on veut croire un instant que des savoirs plus endogènes et situés dans les ruralités seraient bien plus précieux pour penser, panser, depuis les campagnes, un habiter de la terre maltraité par le tout urbain de nos sociétés. Et ce en commençant d'abord par questionner tous les procédés d'évaluation technique qui, surplombant, sans enquête, déréalisent les espaces et formes de vie, et ce à des échelles d'abstraction fort commodes non seulement pour les institutions d'Etat et leur pilotage à distance, mais plus encore pour les savoirs logico-formels qui, par la statistique officielle, en tirent profit... budgétaire (cf. financements POPSU). Là aussi un exemple ?

Une étude de 2023 sur les ruralités menée pour l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires par un cabinet de consultants parisiens (Acadie) avec une chercheuse politiste évoluant en Institut d'urbanisme (Grenoble) proposait une nouvelle typologie de lecture et d'action à des fins de transition des territoires [11]. La démarche était strictement quantitative, les données, de l'Insee, et l'échelle, celle des intercommunalités. Les résultats : un zonage de ruralités résidentielles, productives ou touristiques, avec des petites polarités urbaines faisant bien sûr écho à des programmes nationaux (« Petites villes de demain »).

Sur cette base, les transitions territoriales mises en perspective sont strictement techniques et fonctionnelles (ex : souveraineté alimentaire), ignorant toutes les initiatives de l'alternative qui peuplent, loin des indicateurs officiels, aussi les ruralités, à l'exemple de projets vivriers qui défendent une autre option économique que la stricte souveraineté filièrisée.

Voilà pour le regard (con)descendant et des rapports aux terrains ignorant un nombre croissant d'expériences qui, pourtant, à ce jour, aménagent autrement des espaces entiers. Et à parler de condescendance, voici un dernier exemple significatif tiré d'un think tank tout aussi métropolitain, Terra Nova, qui fait clairement sortir le diable de sa boîte, avec mépris et décrédibilisation systématique, violente et définitive du foisonnement d'initiatives écologiques qui recherchent un peu d'autonomie par le local et qui se questionnent sur des formes de vie dans la limitation : « le fantasme de l'hyper-local comme solution primitive à tous les problèmes collectifs », le « culte du local écologique frugal ». Tout ce qui pourrait remettre en cause les savoirs officiels et la géographie associée, légitimant les institutions d'Etat, les métropoles, est dénigré, systématiquement tué dans l'œuf...[12]. Voilà pour les chiens de garde, tous et toutes fort bien formés, et bien dotés économiquement, s'achetant souvent une bonne conscience en défendant les quartiers populaires sans leur octroyer la possibilité d'habiter ailleurs que dans les quartiers bétonnés (puisque leur main d'œuvre est nécessaire au fonctionnement des méga-machines urbaines dont ces mêmes « chercheurs de cour » chérissent globalement les fonctionnements - pour rappel capitalistes - en habitant très souvent les centres). Les ségrégations et plus largement les inégalités urbaines sont de longue date documentées, sans que cela n'ait rien changé.

L'allant de soi des bienfaits de la densité

En fait, au fondement tous ces errements clairement idéologiques, plusieurs allants-de-soi ne sont jamais questionnés dans les débats. Le tout premier d'entre eux est sans conteste que la densité serait bonne pour l'écologie. Cette densification est promue, logiquement, par les intérêts du bâtiment (« Vive la densité urbaine » clamaient en cœur Vinci et Nexity en 2020), mais plus encore par tous les pouvoirs et l'ensemble des savoirs qui perpétuent ainsi la doctrine

infrastructurelle de l'aménagement, et plus largement le mythe urbain de notre propre félicité. Si la concentration humaine était bonne pour l'environnement, cela se saurait. On en arrive même à ce jour, au nom d'un tel allant-de-soi, à promulguer un zéro artificialisation nette (ZAN) à horizon 2050, figeant durablement une situation historiquement défavorable aux campagnes du fait de l'urbaphilie de tous les programmes politiques, alors même que :

- l'ensemble des enquêtes indiquent que la densité est vécue depuis maintenant un temps certain (en fait depuis les années 1950) comme une promiscuité non désirée, un contact permanent à des lieux fermés et pollués, une absence d'ouvertures et d'espaces de nature [13],
- que l'habitat individuel et ses annexes (garage, terrasse, jardin) répondent bien mieux aux besoins anthropologiques d'aujourd'hui (confort et intimité, diversité des activités et vie sociale...) [14], sans pour autant représenter le péril écologique souvent annoncé,
- et que depuis 20 ans le prix des logements a doublé en euros constants [15], tiré par la hausse au sein des métropoles, alors même que plus de 3 millions de logements vacants dorment dans les périphéries !

Voilà pour les gouvernements libéraux successifs qui perpétuent la disqualification historique des campagnes [16] et des mondes paysans [17], au profit de la rente foncière et économique des grandes densités. Et rappelons ici que, sur la fameuse question du périurbain, toutes les politiques de densification par classement et protection environnementale des périphéries notamment (zones naturelles et autres parcs régionaux) participent de l'étalement urbain tant décrié [18] - et ce par effets centraux de rente et gentrification provoqués par la rareté du foncier et le tri des modes de vie en temps néolibéral de métropolisation. D'ailleurs, on ne gagnerait que 5% d'émissions de gaz à effets de serre si l'on densifiait 50 % de ces contrées tant condamnées [19].

Toutefois, pour à ce point être prégnant, cet allant-de-soi de la densité est épaulé par un angle-mort non moins premier, et ce faisant quelques non-dits, non moins clairement idéologiques. Concernant tout d'abord ces derniers, les non-dits, figurent en bonne place les politiques métropolitaines de transition écologique qui toutes dorénavant œuvrent dans le même sens et prétendent trouver la solution aux problèmes écologiques découverts assez subrepticement (alors même qu'annoncés depuis 50 ans et passés depuis lors au tamis du fameux développement durable).

Le non-dit des effets écologiques et sociaux de la transition métropolitaine

Vantées jusqu'aux cénacles les plus en vue, par exemple les économistes du GIEC, le tout vélo, le tout bio, le tout avec quelques rénovations (thermiques notamment) et végétaux, ainsi que des concepts fondateurs tels la « Ville du quart d'heure », toutes ces actions dites de transition transcendent les clivages partisans et associent toutes les villes de haut rang (C40). Pourtant, elles ont des effets écologiques au mieux insignifiants, au pire totalement aggravants. Insignifiant au regard des impacts programmés (cf. notamment les effets de rafraîchissement), lorsque l'on sait que le réchauffement climatique sera à horizon 2050 le double dans les villes les plus densément peuplées à travers le monde [20]. Aggravant, par l'attractivité urbaine qu'elles continuent de cultiver et des métabolismes qu'elles continuent de produire par leurs propres fonctions et infrastructures.

S'il fallait par exemple rendre les grandes villes plus vivables et plus autonomes, il faudrait remettre en pleine terre de 50 à 60 % des sols actuellement urbanisés pour le rafraîchissement visé et la production vivrière, sachant qu'aujourd'hui ce n'est le cas que pour 1 à 1,5 % des superficies des Métropoles françaises. Qui peut croire que végétalisation et agriculture urbaine parviendront à cela ? Par ailleurs, cette densification des espaces urbains a des effets socio-économiques d'ores et déjà plus que déterminants dans la sociologie des métropoles. Alors que la métropole se présente comme le lieu de diversité, de mixité, d'un brassage assurant une culture riche et vivante et d'urbanité, il est aujourd'hui évident que les politiques visant verdissement et rafraîchissement, ont des effets d'exclusion et de relégation des plus précaires, des plus pauvres, au même titre que celles de touristification, de festivalisation, de patrimonialisation.

Il est même assez croustillant de remarquer que les rapports officiels émanant des savoirs de l'urbain s'échinent à démontrer le caractère inégalitaire et l'entre soi qui seraient engendrés par le prétendu « exode urbain », lorsque que ce sont les métropoles elles-mêmes qui concentrent le plus d'inégalités, y compris pour des raisons écologiques [21]. Les plus pauvres font l'objet d'une relégation aussi bien spatiale que symbolique de la part de « l'écologie urbaine ». Le mouvement des Gilets Jaunes a par exemple bien montré le mépris de la société urbaine envers ceux et celles qui ont été représentés comme des pollueurs et pollueuses.

Hors du vélo et du bio, des écoquartiers et des miroirs d'eau... point de salut. Cette écologie officielle véhicule des valeurs engendrant un contrôle des existences et l'exclusion des citoyens les moins performants énergétiquement, et, derrière, les moins préparés à de telles bifurcations finalement très compatibles avec le temps néolibéral de nos sociétés urbaines (classes créatives, que l'on qualifiait jadis d'intermédiaires culturels). Et, par les programmes de rénovation urbaine, la densification et la requalification écologique de quartiers populaires participent même de tels mécanismes de gentrification/ségrégation.

Un problème de taille !

Mais plus encore que les allants-de-soi développementalistes de la densification ou que les non-dits sur le caractère aggravant, notamment ségrégeant, des politiques métropolitaines dites de transition, de bifurcation ou de redirection écologique, il y a à élucider quelques angles-morts, non moins construits par l'idéologie urbaine. Nous n'en prendrons qu'un, mais oh combien compliqué à faire advenir comme sujet de débat : la masse critique des métabolismes urbains et donc la taille des villes ne sauraient être neutres écologiquement (ni humainement), appelant en retour non pas à la maintenance d'une ville stationnaire [22], et encore moins à quelques croyances dans la résilience, mais tout simplement à la décroissance [23].

La pensée dominante en juge toujours le questionnement illusoire [24], tandis que la pensée dite critique, en tout cas selon les grands médias, dénie toute utilité à leur interrogation [25], et, d'ailleurs, on ne sait par quelle magie fixe des seuils limite, en l'occurrence ici 300 000 habitants pour la « bonne » taille, ne renvoyant à aucune réalité historique, écologique ou encore politique [26]. Et pourtant, l'anthropologie, par la voie de Robin Dubar notamment, l'économie, par celle de Leopold Kohr par exemple, ou encore l'archéologie, par celle de Patrick Kirch, comme d'ailleurs des expériences aux assises politiques pourtant fort différentes (des utopies urbaines du XIXème siècle aux villes en transition très contemporaines) convergent pour indiquer qu'il y a bien une taille limite pour garantir un peu de démocratie ou encore pour prétendre à d'autres écologies, par l'autonomie singulièrement. Celle-ci se situerait de quelques centaines à tout au plus quelques milliers, avec point de bascule attesté historiquement entre 10 et 30 000 habitants.

Et même depuis la physique, cette question de taille est maintenant mise à jour, mais de nouveau dans le monde anglo-saxon [27]. « (...) les questions de taille, d'échelle, sont devenues une tache aveugle de la réflexion philosophique moderne et contemporaine » nous dit le philosophe Olivier Rey [28]. Politique de masse, politique de nasse... politique de classe ? Suivant Henri Laborit [29], il semblerait bien que oui.

Notes :

1. James C. Scott, 2019, Homo domesticus. Une histoire profonde des premiers États, La Découverte.
2. Nicolas Cauchi-Duval, Frédérique Cornuau, Mathilde Rudolph, 2017, « La décroissance urbaine en France : les effets cumulatifs du déclin », Métropolitiques, 26 avril.
3. Alexandre Florentin et Maud Lelièvre, 2023, Paris à 50 °C, Rapport de la Mission d'information et d'évaluation du Conseil de Paris, Ville de Paris.
4. Local Environment, Volume 27, Issue 4 (2022), "Degrowth, Cities and Planning"
5. "The 21st century's changing environments and technopolitical adaptive responses may well lead to destruction of seemingly unquestionable spatial forms like the urban or globally networked urbanization, and birth new, previously unimagined geographies" : Stephanie Wakefield, 2022, "Critical urban theory in the Anthropocene", Urban Studies, 59(5), 917–936.
6. Au titre d'exemple parmi bien d'autres, peu de temps avant l'arrivée du covid, en juin 2019, le Cevipof livrait les résultats de son enquête nationale auprès des Français. À la question « Dans l'idéal, si vous aviez le choix, où préféreriez-vous vivre ? », 45 % des sondés ont répondu « à la campagne », 41 % « dans une ville moyenne » et 13 % seulement « dans une métropole ». Et seuls 28 % des moins de 35 ans ayant au moins un niveau bac + 4 voire sortant d'une grande école rêvaient, en 2019, d'y habiter.
7. Selon l'Union sociale pour l'habitat, 18 % des membres du parc HLM déclaraient en 2019 être intéressés par des modes d'habiter autosuffisants basés sur la recherche d'autonomie énergétique et alimentaire en lien avec un mode de vie plus indépendant du monde urbain.
8. Insee, 2023, Crise sanitaire et développement du télétravail : davantage de départs des pôles des grandes métropoles et de l'aire parisienne, Insee Analyses n° 81, 16 mars, 4 p.

9. Voir notamment les travaux de Gérard-François Dumont ou d'Olivier Bouba-Olga.
10. Guillaume Faburel, 2017, « Les formations universitaires en urbanisme en France : un nouveau gouvernement des corps (de métiers) », *Cybergeo:European Journal of Geography* (en ligne)
11. Acadie et Magali Talandier, 2023, *Etude sur la diversité des ruralités « Typologie et trajectoires des territoires »*, pour l'ANCT, 84 p.
12. Lucie Lerbet, Fabian Lévêque, 2022, *En finir avec une conception hégémonique dans nos rapports à l'espace. Réflexions critiques sur la géographie officielle en vue de penser une société post-urbaine*, Note de réflexion du Réseau des territorialistes.
13. Guillaume Faburel, 2022, « Idéologie métropolitaine de la densification urbaine. Nature... contre-nature », *Journée d'étude L'objectif Zéro Artificialisation Nette, nouvel horizon du réaménagement des territoires ?*, Marie-Laure Lambert dir., Laboratoire LIEU, Aix-en-Provence, 10 pages.
14. Hervé Marchal et Jean-Marc Stébé, 2023, *Le Pavillon, une passion française*, Presses Universitaires de France.
15. Insee, 2021, « Revenus et patrimoine des ménages », *Références*, 16 p.
16. Valérie Jousseaume, 2021, *Plouc pride. Un nouveau récit pour les campagnes*, éditions de l'Aube
17. Pierre Bitoun et Yves Dupont, 2016, *Le sacrifice des paysans. Une catastrophe sociale et anthropologique*, L'Échappée
18. Ceci est de longue date démontré. Cf. notamment Robinson, L., Newell, J.P. and Marzluff, J.M., 2005, "Twenty-five years of sprawl in the Seattle region: growth management responses and implications for conservation", *Landscape and Urban Planning* 71, 51–72.
19. Charles Raux, LényGrassot, Eric Charmes, Elise Nimal, Marie Sévenet, 2018, « La mobilité quotidienne face à la contrainte carbone : Quelles politiques privilégier ? », *Les Cahiers scientifiques du transport*, p. 83-116
20. Huang Kangning et al, 2019, "Projecting global urban land expansion and heat island intensification through 2050", *Environmental Research Letters*, 14-114037
21. Isabelle Anguelovski, James J-T. Connolly, Helen Cole, et al., 2022, « Green gentrification in European and North American cities », *Nature Communications*, 13, 3816

22. Philippe Bihouix, Sophie Jeantet, Clémence de Selva, 2022, La Ville stationnaire. Comment mettre fin à l'étalement urbain, Actes Sud.
23. Guillaume Faburel, 2023, « La ville, cette antre de la croissance », in Décroissances, coord. François Jarrige et Hélène Tordjman, Le Passager clandestin, pp. 143-163
24. « L'alerte sur les tares de la grande ville est assez vaine, au moins pour ce qui concerne la France », Martin Vanier, « Post-métropolisation ? », Coopérative Acadie, coll. « Aménagement », no 92, p. 2.
25. La « juste » taille urbaine se situerait entre 3 000 et... 1 million d'habitants pour Thierry Paquot, in Mesures et démesure des villes, CNRS Éditions, 2020.
26. Dominique Bourg, Gauthier Chapelle, Johann Chapoutot, Philippe Desbrosses, Xavier Ricard-Lanata, Pablo Servigne et Sophie Swaton, 2020, Retour sur Terre. 35 propositions, Presses Universitaires de France.
27. Geoffrey West, 2017, Scale. The universal laws of growth, innovation, sustainability and the pace of life in organisms, cities, economies, and companies, Penguin Press.
28. Olivier Rey, 2014, Une question de taille, Stock, p. 170
29. Henri Laborit, 1971, L'homme et la ville, Flammarion, Nouvelle bibliothèque scientifique, 221 pages.